SÉNAT DE BELGIQUE.

SÉANCE DU 6 MARS 1854.

Rapport de la Commission des Affaires Étrangères chargée d'examiner le Projet de Loi qui autorise le Gouvernement à maintenir provisoirement en vigueur les dispositions du traité du 1^{er} septem- bre 1844 et de la convention additionnelle du 18 février 1852, relatives au transit des mar- chandises venant du Zollverein ou y allant.

(Voir les Nos 92 et 126 de la Chambre des Représentants.)

Présents : MM. le Prince DE LIGNE, Président; le Marquis DE RODES, Vice-Président; le Baron DE FAVEREAU, le Baron DE TORNACO, et MICHIELS-LOOS, Rapporteur.

MESSIEURS,

Le traité avec le Zollverein du 1^{er} septembre 1844 et la convention additionnelle du 18 février 1852 ont pris fin au 1^{er} janvier de cette année.

Les négociations ouvertes avec le Cabinet de S. M. le roi de Prusse, dont le Gouvernement nous a donné communication dans notre séance secrète du 1^{er} de ce mois, n'ayant pas abouti à la conclusion d'un nouveau traité favorable avec l'association douanière allemande, le terme de nos conventions commerciales expirait de fait au 1^{er} janvier de l'année courante.

En l'absence des Chambres, le Gouvernement a cru de l'intérêt du pays, pour ne pas rompre entièrement avec le Zollverein, de maintenir provisoirement en vigueur les dispositions relatives au transit des marchandises venant de l'union douanière ou y allant; soit le traitement le plus favorable en matière de transit en Belgique: les avantages que ce régime accorde sont très-favorables au Zollverein, comme le démontre d'une manière remarquable le rapport de la section centrale de la Chambre des Représentants.

Par contre, d'après l'exposé des motifs, le Zollverein maintient en notre faveur le droit exceptionnel d'un demi silbergros par quintal pour le transit des marchandises expédiées de la frontière belge du Rhin; et qui serait en appliquant le droit commun de 5 silbergros. Nous le constatons avec satisfaction: la marche suivie par le Gouvernement en cette circonstance, a été en

(2)

tous points conforme et utile aux intérêts généraux du pays; le cabinet ne pouvait prendre de meilleures mesures en attendant que de négociations puissent être reprises pour le renouvellement d'un traité commercial qui soit digne de la Belgique, équitable et avantageux aux deux pays.

Votre Commission est unanimement d'accord de vous proposer l'adoption du projet de loi.

Le Président,
Prince DE LIGNE.

Le Rapporteur
MICHIELS-LOOS.